Annales historiques de la Révolution française

329 | juillet-septembre 2002
Varia

David ARMANDO, Massimo CATTANEO, Maria Pia DONATO, *Una rivoluzione difficile. La Repubblica romana del 1798–1799*

Pise-Rome, Istituti Editoriali e poligrafici internazionali, collection « Storia » n° 3, 2000 ; 242 p. et bibliographie (43 p.)

Bernard Gainot

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/ahrf/1262
DOI : 10.4000/ahrf.1262
ISSN : 1952-403X

Éditeur :
Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée
Date de publication : 1 septembre 2002
Pagination : 215-217
ISSN : 0003-4436

Référence électronique
Bernard Gainot, « David ARMANDO, Massimo CATTANEO, Maria Pia DONATO, *Una rivoluzione difficile. La Repubblica romana del 1798–1799* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 329 | juillet-septembre 2002, mis en ligne le 27 mars 2008, consulté le 24 avril 2022. URL : http://journals.openedition.org/ahrf/1262 ; DOI : https://doi.org/10.4000/ahrf.1262

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

David ARMANDO, Massimo CATTANEO, Maria Pia DONATO, *Una rivoluzione difficile. La Repubblica romana del 1798–1799*

Pise-Rome, Istituti Editoriali e poligrafici internazionali, collection « Storia » n° 3, 2000 ; 242 p. et bibliographie (43 p.)

Bernard Gainot

1 L'ouvrage de référence sur la République romaine reste encore celui d'Albert Dufourcq, qui date du début du siècle dernier. C'est dire si cette synthèse de nos trois jeunes collègues italiens est essentielle, bénéficiant de toutes les riches problématiques développées par l'historiographie récente de la Péninsule. Pour les historiens de la Révolution de ce côté-ci des Alpes, la République romaine reste l'une des républiques-sœurs les moins bien connues, si on la compare à la République cisalpine ou à la République napolitaine. L'aspect proprement événementiel étant traité sous forme d'une chronologie très fouillée, l'axe essentiel de cette contribution consiste à ne pas traiter l'épisode comme une parenthèse imposée par l'occupation française, mais comme l'expression d'une profonde crise économique, sociale, et culturelle, interne à l'État pontifical depuis la fin du XVIII^e^ siècle.

2 David Armando traite tout d'abord de l'institution ecclésiastique. Le pouvoir pontifical est partagé entre des attitudes contradictoires à l'égard des idées nouvelles, entre une tendance au refus radical, et une tendance plus conciliante, qui semble avoir été celle de Pie VI, du moins au début. Mais ce pouvoir est aussi en proie à une profonde crise d'identité, confronté à la remise en cause de la confusion du spirituel et du temporel, et à l'ambiance millénariste dans laquelle baigne une partie du monde catholique, ambiance entretenue par l'immigration de quelque 2 000 prêtres réfractaires français entre 1791 et 1794, puis par l'arrivée des troupes françaises en février 1798.

3 La politique religieuse de la République (suppression des couvents, serment de loyauté, laïcisation de l'état-civil) s'inscrit dans tout un courant de sécularisation amorcé bien

avant la décennie révolutionnaire, et qui avait déjà été l'objet d'un débat sous Benoît XIV. Le souci des auteurs est de ne pas prendre la République comme une totalité, mais de bien distinguer des orientations différentes selon les périodes ; en matière religieuse, la politique républicaine est devenue beaucoup plus radicale après l'invasion manquée de l'armée napolitaine en novembre 1798. La République va désormais intervenir dans la vie interne de l'Église, en matière de discipline et de culte, avec le contrôle de la prédication et des nominations ecclésiastiques.

4 Le clergé romain est profondément divisé face à l'expérience républicaine. D. Armando distingue un groupe « démocrate » ou « évangéliste jacobin » (les figures les plus marquantes sont Claudio Delia Valle, Giovanni Ranza, Michele L'aurora), et, à l'inverse, un groupe intransigeant (« zelanti ») qui est pratiquement entré dans la clandestinité. Ces *zelanti* développent une idéologie de l'Église triomphant des forces du mal, et affirment une autorité pontificale beaucoup plus nette. L'intérêt est cependant de mettre l'accent sur le groupe médian, le plus nombreux, qui n'hésite pas à s'investir dans des charges administratives locales. Le dépouillement des archives de la répression, après le *Triennio,* notamment les interrogatoires des prêtres accusés d'avoir collaboré avec les autorités républicaines, met en valeur les motivations de ces derniers ; favorables jusqu'à un certain point à une sécularisation, dans le cadre de laquelle ils peuvent exprimer leur aspiration à une forme de pureté évangélique primitive, ils campent sur une ligne de défense des valeurs fondamentales du christianisme, et s'attachent avant tout à sauvegarder leur rôle social dans un cadre politique renouvelé. L'argument le plus fort qu'ils utilisent pour leur défense est classique ; une compromission *a minima* évite une persécution plus intense. C'est aussi cet argument qui est abondamment développé par l'épiscopat, qui a largement rempli une fonction d'intermédiaire, fonction renforcée par la quasi-autonomie diocésaine, de fait après l'exil forcé de Pie VI.

5 Maria Pia Donato traite des républicains dans la partie centrale. Sur le plan économique et social, elle insiste sur le rôle d'une classe moyenne, des milieux professionnels commerciaux et intellectuels (les médecins, les petits entrepreneurs). Les années 1790 sont marquées par une stagnation économique et par une crise de l'encadrement corporatif ; la présence française et la proclamation de la République offrent des opportunités nouvelles, avec l'ouverture sur l'Italie du nord, le desserrement des cadres règlementaires. S'appuyant sur sa très grande connaissance du milieu politique, l'auteur multiplie les exemples pour présenter les parcours individuels, préférant insister sur les stratégies locales et familiales, sur les dynamiques personnelles, plutôt que de raisonner par entités globalisantes comme les « classes » ou les « groupes » sociaux. De même privilégie-t-elle la notion *d'opportunité,* plutôt que celle *d'opportunisme* pour illustrer le ralliement au Nouveau Régime de nombreuses personnalités des milieux dirigeants traditionnels (notamment des ecclésiastiques). Parmi ces *opportunités,* la vente des biens nationaux et la gestion des cédules (la nouvelle circulation monétaire) figurent comme les faits les plus significatifs de la période. Les commissaires français ne pouvaient qu'encourager ces ralliements qui grossissaient la masse des « modérés ». Mais leur interventionnisme en matière économico-financière affaiblissait du même coup les bases du Nouveau Régime.

6 Sur le plan intérieur, l'attention est portée sur l'opposition des radicaux, ces *jacobins* (épithète problématique) qui, au sein du Tribunat et des sociétés politiques telles que la Société des Émules de Brutus à Rome, développent un programme alternatif à celui des

modérés qui s'efforcent de contrecarrer l'opposition de gauche par un renforcement de l'Exécutif, soutenue par une partie des autorités françaises. Les *jacobins* souhaitent élargir les bases de la citoyenneté par un programme agraire : consolidation du droit de propriété par la limitation de l'étendue des grands domaines, réduction des loyers pour les cultivateurs qui bonifient les zones incultes, abolition des charges féodales en matière d'héritage. Ils réclament aussi une politique d'assistance publique, la mise en place d'un impôt progressif, et le développement de l'instruction populaire à travers la promotion d'un langage national qui articule l'éthique inspirée de modèles antiquisants et les institutions nouvelles.

7 Les *modérés* perdent le pouvoir en septembre 1798, une fraction de la commission civile française (Duport, Bassal) s'étant alliée aux *démocrates.* La République entre alors dans la phase de radicalisation marquée par l'invasion napolitaine. À partir du printemps 1799, le commissaire Bertolio s'efforce de ressaisir les rênes du pouvoir, et de corriger les velléités autonomistes des autorités romaines à l'égard du Directoire. Les *jacobins* évincés évoluent ensuite vers des positions de plus en plus critiques à l'égard du Directoire, tant sur le plan théorique (ainsi le texte *Congressi del Monte Sacro* de Felice Mariottini) que pratique (multiplication des sociétés secrètes).

8 Néanmoins, c'est dans l'analyse du phénomène de l'acculturation républicaine que M. P. Donato présente les vues les plus originales. Elle s'attache à montrer que les *républicains modérés* sont véritablement porteurs d'un projet culturel spécifique, autour des valeurs du néo-stoïcisme chrétien, réinvestissant les valeurs et les figures exemplaires de l'Antiquité (Vertu, Sagesse, Fermeté) dans l'univers de la tradition catholique, dont ils sont très majoritairement issus. À l'inverse, et d'une façon plus large, l'expérience républicaine entraîna une véritable sécularisation de la société romaine, et un desserrement du contrôle social de l'Église ; participation multiforme des femmes à l'espace public, mariages démocratiques, promotion d'une nouvelle langue politique. Cette sécularisation peut provoquer des comportements qui s'expriment sur le mode de la -transgression ; balafre des images pieuses, blasphèmes, repas carnés du vendredi, etc. Ces signes de déchristianisation permettent aux contre-révolutionnaires d'assimiler liberté républicaine et libertinage ; selon un juge de la Junte d'État lors de la Restauration pontificale, la devise du régime républicain est : *Faire ce que bon vous semble, et ce qui fait plaisir (Fare cià che glipareva epiaceva).*

9 Ce régime républicain fut toutefois vécu diversement selon les localités, et les trois auteurs insistent fortement sur cette diversité, s'appuyant sur de très nombreuses, et souvent récentes, monographies locales (groupes et pouvoirs républicains de Pérouse ou d'Ancône). Massimo Cattaneo, en préliminaire de la troisième partie qui traite de l'historiographie récente de la contre-révolution et des insurrections (sous le vocable unique *d'insorgenza,* terme ambigu puisqu'il renvoie étymologiquement aux *Insurgés* de la révolution américaine), rappelle la floraison de ces monographies au cours des vingt dernières années, portant principalement sur les dynamiques et les figures locales des soulèvements du *Triennio,* mais estime aussi qu'elles ont atteint leurs limites. L'absence de synthèse, tout particulièrement sur la République romaine, ne permet pas de dépasser l'horizon d'un municipalisme diffus.

10 Les insurrections, multiformes, ont éclaté bien avant l'arrivée des troupes françaises. Elles se produisent dans un climat réactif imprégné de la riposte à la diffusion du jansénisme, de l'illuminisme et de la maçonnerie. Sur un fond millénariste, se multiplient des phénomènes comme le prophétisme, la promotion du culte marial ou

de cultes de saints locaux qui ont été affrontés aux Lumières et à la Révolution (Leonardo de Porto Maurizio, Joseph Labre). Les dynamiques locales sont prépondérantes ; plutôt que de parler de « soulèvements populaires » ou de « soulèvements ruraux », M. Cattaneo privilégie une interprétation « verticaliste », qui relève de stratégies familiales et factionnelles préexistantes. L'insurrection est souvent le produit d'une lutte pour l'hégémonie politique et économique entre deux groupes de la bourgeoisie émergente.

11 Deux chapitres sont consacrés à l'insurrection du quartier romain du Trastevere le 25 février 1798. Une très large place est accordée au fait culturel et à la guerre des symboles, où l'autoreprésentation du quartier est fondamentale. À la représentation jacobine du Trasteverin comme équivalent du sans-culotte, succède après le soulèvement, une équivalence du Trasteverin avec le brigand. La répression menée par les troupes françaises se prolonge par des formes de résistances culturelles ; tandis que les autorités républicaines veulent une illumination nocturne qui alignerait Rome sur les autres capitales européennes (et qui permettrait une meilleure surveillance des déplacements de population), les contre-révolutionnaires soutiennent que les seules lumières dignes d'éclairer la nuit romaine sont celles qui sont posées sous les images de la Vierge aux carrefours.

12 La guerre symbolique fait rage aussi en province, autour de la plantation des arbres de la liberté et, à l'inverse, de l'érection des crucifix dans les localités conquises par les insurgés. Ce sont aussi tous les rituels de violence qui accompagnent la « chasse aux jacobins », et souvent leur mise à mort, ou le saccage des ghettos juifs. La répression militaire française n'est pas en reste, avec sa volonté de faire des exemples : le sac de Tolfa, les exécutions capitales. La chute de la République ne met pas fin aux troubles ; mais les nouvelles autorités de la Junte provisoire de gouvernement cherchent rapidement à mettre un terme à l'anarchie. Les bandes insurgées qui continuent à piller et à tuer se confondent avec le brigandage endémique, durement réprimé, tandis que la restauration pontificale vise à la pacification du territoire. En octobre 1801, Pie VII accorde son pardon aux anciens républicains.

13 Ces quelques orientations générales de lecture sont très loin d'épuiser toute la richesse de cet essai très important. Important également pour les historiens français ; si on met à part les ouvrages de M. Vovelle et J. Godechot, qui sont des synthèses globales sur les républiques-sœurs, les études spécifiques sur les rapports franco-italiens sont bien anciennes ; or, la compréhension de l'époque directoriale ne peut se faire que par la médiation européenne. Nous sommes ici en totale communion d'idées avec M. P. Donato, qui insiste sur le fait que l'histoire politique de la République romaine se déroule en étroite connexion avec celle de la République-mère et des autres républiques-sœurs. Ajoutons *in fine* l'utilité et l'exhaustivité des quelque quarante pages de références bibliographiques qui se trouvent en fin de volume.